

4° waarin de afnemer erop gewezen wordt dat, als de activering van de voorafbetalingsfunctie niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum doorgevoerd kan worden omdat hij afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, de leverancier daarvan op de hoogte zal worden gebracht en zijn voorziening opgeschort kan worden tot de activering van de voorafbetalingsfunctie en de bevoorrading van het oplaadsysteem;

b) als de activering van de voorafbetalingsfunctie van de budgetmeter niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum kan worden doorgevoerd omdat de klant afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, laat de netbeheerder een bericht achter om te laten weten dat hij is langs gekomen en richt hij een schrijven aan de afnemer waarin hij vaststelt dat de voorafbetalingsfunctie onmogelijk kon worden geactiveerd, waarbij hij melding maakt van de verschillende contacten die in het kader van dit artikel zijn genomen. De netbeheerder stuurt een afschrift van dat schrijven naar de leverancier van de afnemer.

§ 2. Als de leverancier om de opschorting van de gasvoorziening verzoekt, stuurt de netbeheerder een aangetekend schrijven naar de klant. Dit aangetekend schrijven vermeldt de expliciete weigering van de klant om de voorafbetalingsfunctie te activeren, de datum en het uur waarop de gaslevering wordt opgeschort en dat de klant zijn schuld kan aanzuiveren en binnen de 5 werkdagen daarvan het bewijs kan voorleggen om de opschorting te vermijden. Deze opschorting van de gasvoorziening mag pas vijftien werkdagen na verzending van het aangetekend schrijven worden doorgevoerd.

§ 3. De procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie, daaronder begrepen de aanvraag tot onderbreking van de gasvoorziening wordt geannuleerd wanneer de klant binnen de vijf werkdagen te rekenen vanaf het aangetekend schrijven aantoont dat hij zijn schuld bij de leverancier volledig heeft terugbetaald. De leverancier bevestigt binnen de tien werkdagen vanaf verzending van het aangetekend schrijven de terugbetaling aan de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder annuleert de procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie van de budgetmeter.

Een afschrift van het aangetekend schrijven wordt naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en naar de leverancier van de klant gestuurd.

§ 4. Bij overschrijding van de voorziene datum voor opschorting van de gasvoorziening verzekert de distributienetbeheerder de bevoorrading van de klant tot op de werkelijke datum van de onderbreking.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van de procedures voor de plaatsing van een budgetmeter voor gas en tot activering van de voorafbetalingsfunctie wordt ingetrokken.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2008.

Namen, 3 maart 2008.

A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2008 — 878

[2008/200849]

3 MARS 2008. — Arrêté ministériel déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement et abrogeant l'arrêté du 23 juin 2006

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 34, 1° *b*);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment les articles 31, § 5 et 33, § 3;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis de la CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 du 3 décembre 2007;

Vu l'avis complémentaire de la CWaPE CD-8b25-CWaPE-179 du 22 février 2008;

Vu l'avis 43.981/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2008 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté assure partiellement la transposition de la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE, spécialement son article 3, conformément à son article 30, § 3.

Art. 2. § 1^{er}. En exécution de l'article 31, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé, "l'arrêté", la procédure de placement d'un compteur à budget, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est fixée comme suit :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 31, § 1^{er}, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire du placement du compteur à budget;

2° mentionne l'obligation de placer le compteur à budget dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3° mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°;

4° informe le client que si le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, son fournisseur sera informé et son alimentation pourra être suspendue jusqu'au placement du compteur à budget et à l'alimentation du système de rechargement;

b) si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, le placement du compteur à budget ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité de placer le compteur à budget et mentionnant les divers contacts pris dans le cadre du présent article. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client.

§ 2. Si le fournisseur demande la suspension de la fourniture d'électricité, le gestionnaire de réseau adresse au client un recommandé. Ce recommandé atteste du refus explicite du client à propos du placement d'un compteur un budget, précise la date et la plage horaire de la suspension de la fourniture d'électricité ainsi que la possibilité pour le client d'apurer sa dette et d'en apporter la preuve à son fournisseur dans un délai de cinq jours ouvrables afin d'éviter cette suspension. Cette suspension de la fourniture d'électricité ne peut intervenir avant un délai de quinze jours ouvrables à dater de l'envoi du recommandé.

§ 3. La procédure de placement du compteur à budget, en ce compris la demande de suspension de la fourniture d'électricité est annulée si le client apporte la preuve du remboursement de la totalité de sa dette au fournisseur dans les cinq jours ouvrables à dater du recommandé. Ce remboursement est confirmé au gestionnaire de réseau de distribution par le fournisseur dans les dix jours ouvrables à dater dudit recommandé. Le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure de placement du compteur à budget.

Une copie du recommandé est adressée au centre public d'action sociale et au fournisseur du client.

§ 4. En cas de dépassement de la date prévue de suspension de la fourniture d'électricité, le gestionnaire de réseau de distribution assume la fourniture du client jusqu'à la date effective de coupure.

Art. 3. § 1^{er}. En cas de dépassement du délai de placement du compteur à budget, prévu à l'article 2, a), 2^o, le gestionnaire de réseau de distribution signale cette information au fournisseur concerné et lui transmet un relevé des consommations, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information. Simultanément, le gestionnaire de réseau de distribution envoie un courrier au client l'avertissant de la suspension provisoire de son contrat avec son fournisseur et de son alimentation par le gestionnaire de réseau de distribution jusqu'à la date effective du placement du compteur à budget.

Le modèle de la lettre précitée est préalablement soumis à l'examen de la CWaPE pour approbation.

§ 2. Le fournisseur adresse au client une facture de "clôture provisoire" pour raison de suspension du contrat à la suite d'un retard de placement du compteur à budget. Durant cette période de suspension du contrat, le gestionnaire de réseau de distribution assume le rôle de fournisseur à titre temporaire.

La fourniture d'électricité au client résidentiel non protégé par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2004 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité par les gestionnaires de réseaux de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 20, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

§ 3. Lors du placement du compteur à budget, le gestionnaire de réseau de distribution procède à un relevé des index des consommations du client, envoie sa facture de clôture au client et signale au fournisseur la date du placement du compteur à budget et lui communique les index relevés de consommation, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information.

Le fournisseur envoie, ensuite, un courrier au client lui notifiant la reprise de son contrat en "mode prépaiement" dans l'état où il se trouvait au moment de la suspension et qu'une facture annuelle de régularisation sera établie. Le modèle de la lettre précitée est préalablement soumis à l'approbation de la CWaPE.

Art. 4. § 1^{er}. En exécution de l'article 33, § 3, de l'arrêté, la procédure d'activation de la fonction à prépaiement d'un compteur à budget existant, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 33, § 1^{er}, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1^o mentionne la date et la plage horaire des opérations d'activation de la fonction à prépaiement;

2^o mentionne l'obligation d'activer la fonction à prépaiement dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3^o mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2;

4^o informe le client que si l'activation de la fonction à prépaiement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence de réaction du client, son fournisseur sera informé et son alimentation pourra être suspendue jusqu'à l'activation de la fonction à prépaiement et de l'alimentation du système de rechargement;

b) si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, l'activation de la fonction à prépaiement du compteur à budget ne peut avoir lieu, pour cause d'absence de réaction du client, le gestionnaire de réseau adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer la fonction à prépaiement et mentionnant les divers contacts pris dans le cadre du présent article. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client.

§ 2. Si le fournisseur demande la suspension de la fourniture d'électricité, le gestionnaire de réseau adresse au client un courrier recommandé. Ce recommandé atteste du refus explicite du client à propos de l'activation de la fonction à prépaiement, précise la date et la plage horaire de la suspension de la fourniture d'électricité ainsi que la possibilité pour le client d'apurer sa dette et d'en apporter la preuve à son fournisseur dans un délai de cinq jours ouvrables afin d'éviter cette suspension. Cette suspension de la fourniture d'électricité ne peut intervenir avant un délai de quinze jours ouvrables à dater de l'envoi du recommandé.

§ 3. La procédure d'activation de la fonction à prépaiement, en ce compris la demande de suspension de la fourniture d'électricité, est annulée si le client apporte la preuve du remboursement de la totalité de sa dette au fournisseur dans les cinq jours ouvrables à dater du recommandé. Ce remboursement est confirmé au gestionnaire de réseau de distribution par le fournisseur dans les dix jours ouvrables à dater dudit recommandé. Le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure d'activation de la fonction à prépaiement du compteur à budget.

Une copie du recommandé est adressée au centre public d'action sociale et au fournisseur du client.

§ 4. En cas de dépassement de la date prévue de suspension de la fourniture d'électricité, le gestionnaire de réseau de distribution assume la fourniture du client jusqu'à la date effective de coupure.

Art. 5. L'arrêté ministériel du 23 juin 2006 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juin 2008.

Namur, le 3 mars 2008.

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 878

[2008/200849]

3. MÄRZ 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung der Verfahren für die Installierung eines Budgetzählers für Elektrizität und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, wodurch die Verordnung vom 23. Juni 2006 aufgehoben wird

Der Minister des Wohnungswesens, Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes insbesondere des Artikels 34, 1, b);

Aufgrund des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere der Artikel 31 § 5 und 33 § 3;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Juni 2006 über die Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Elektrizität und der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

Aufgrund der Mitteilung des obersten Städte- Gemeinde und Provinzrates der wallonischen Region bekannt gegeben am 25. Oktober 2007;

Aufgrund der Mitteilung der Wallonischen Kommission für Energie (Commission Wallonne pour l'Énergie, CWaPE) CD-7k27-CWaPE-179 vom 3. Dezember 2007;

Aufgrund der Mitteilung der Wallonischen Kommission für Energie (Commission Wallonne pour l'Énergie, CWaPE) CD-8b25-CWaPE-179 vom 22. Februar 2008;

Aufgrund der Mitteilung 43.981/4 des Regierungsrates, bekannt gegeben am 21. Januar 2008, unter Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Umsetzung der Richtlinie 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG, insbesondere betreffend ihren Artikel 3, gemäß ihrem Artikel 30 § 3 teilweise gewährleistet.

Art. 2 - § 1 In Ausführung von Artikel 31 § 5 des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Organisation des Elektrizitätsbinnenmarktes nachfolgend, "Erlass" genannt, wird das Verfahren für die Installierung eines Budgetzählers auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner eines Betrags schuldigen Kunden wie folgt festgelegt:

a) Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des in Art. 31 § 1 des Erlasses erwähnten Antrags sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zu, in dem:

1° das Datum und die ungefähre Uhrzeit für die Installierung des Budgetzählers angegeben werden;

2° die Verpflichtung erwähnt wird, den Budgetzähler innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versand des unter a) erwähnten Schreibens zu installieren;

3° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um den Tag bzw. die Uhrzeit der Installierung ggf. zu ändern, unter Beachtung der unter Punkt 2 angegebenen Frist;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass sein Stromversorger benachrichtigt wird, wenn die Installierung nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, wobei die Stromversorgung bis zur Installierung des Budgetzählers und Speisung des Aufladesystems aufgehoben werden kann;

b) wenn die Installierung des Budgetzählers nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, hinterlässt der Netzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs und sendet dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, den Budgetzähler zu installieren, wobei er die verschiedenen Kontakte, die im Rahmen des vorliegenden Artikels aufgenommen wurden, erwähnt. Der Netzbetreiber richtet eine Abschrift dieses Schreibens an den Stromversorger des Kunden.

§ 2. Wenn der Stromversorger die Einstellung der Stromlieferung beantragt, sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Einschreiben. Dieses Einschreiben bescheinigt die ausdrückliche Weigerung des Kunden, einen Budgetzähler zu installieren präzisiert das Datum und die Uhrzeit der Einstellung der Elektrizitätslieferung, sowie die Möglichkeit, wie der Kunde seine Schulden begleichen und dies innerhalb einer Frist von fünf Werktagen seinem Stromversorger nachweisen kann, um eine Einstellung der Lieferung zu vermeiden. Die Einstellung der Elektrizitätslieferung darf nicht vor einer Frist von fünfzehn Werktagen ab dem Versand des Einschreibens stattfinden.

§ 3. Das Verfahren für die Installierung eines Budgetzählers, sowie darin inbegriffen, der Antrag auf Einstellung der Elektrizitätslieferung, wird aufgehoben, falls der Kunde nachweist, dass er die gesamte geschuldete Summe innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum des Einschreibens beim Stromversorger begleicht. Diese Rückzahlung wird dem Betreiber des Verteilernetzes durch den Stromversorger innerhalb von 10 Werktagen ab dem Datum des Einschreibens bestätigt. Der Betreiber des Verteilernetzes storniert das Verfahren für die Installation eines Budgetzählers.

Eine Kopie des Einschreibens wird an die öffentliche Fürsorgeeinrichtung und an den Stromversorger des Kunden geschickt.

§ 4. Sollte das vorgesehene Datum für die Einstellung der Elektrizitätslieferung dadurch überschritten werden, übernimmt der Betreiber des Verteilernetzes die Lieferung an den Kunden bis zum tatsächlichen Datum der Einstellung der Lieferung.

Art. 3 - § 1. Sollte die Frist für eine Installation des Budgetzählers, wie in Artikel 2, a), 2°, vorgesehen, überschritten werden, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dies dem betreffenden Anbieter mit und übergibt ihm eine Verbrauchsaufstellung gemäß der Bestimmungen der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze hinsichtlich des Informationsaustausches. Gleichzeitig sendet der Betreiber der Verteilernetze ein Schreiben an den Kunden, worin er mitteilt, dass der Vertrag mit seinem Anbieter aufgelöst und die Versorgung durch den Betreiber des Verteilernetzes vorläufig, bis zur tatsächlichen Installation eines Budgetzählers eingestellt wird.

Die Vorlage des oben genannten Schreibens wird vorab der CWaPE zur Genehmigung vorgelegt.

§ 2. Der Anbieter schickt dem Kunden eine "vorläufige Schlussrechnung" aufgrund der Einstellung des Vertrages, infolge der verspäteten Installierung des Budgetzählers. Während dieses Zeitraumes für die Einstellung des Vertrages, übernimmt der Betreiber des Verteilernetzes vorübergehend die Aufgabe des Stromversorgers.

Die Stromlieferung an den nicht geschützten Haushaltskunden durch den Betreiber des Verteilernetzes erfolgt entsprechend der Tarife des Ministerialerlasses vom 1. Juni 2004, der die Höchstgrenze der Tarife für die Stromlieferung durch die Betreiber des Verteilernetzes festlegt, deren Liefervertrag durch ihren Stromanbieter gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigen Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 20, § 2, des Gesetzes vom 29. April 1999 hinsichtlich der Organisation des Elektrizitätsmarktes gelten.

§ 3. Sobald ein Budgetzähler installiert ist, nimmt der Betreiber des Verteilernetzes eine Aufstellung des Verbrauchsindex des Kunden vor, schickt seine Schlussrechnung an den Kunden und teilt dem Stromversorger den Tag der Installierung des Budgetzählers, sowie die Aufstellung des Verbrauchsindex mit, gemäß der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze hinsichtlich des Informationsaustausches.

Der Anbieter schickt danach ein Schreiben an den Kunden, in dem er ihm die Wiederaufnahme seines Vertrages im "Modus Vorauszahlung" in dem Zustand, in dem sich der Vertrag zum Zeitpunkt der Einstellung der Lieferung befand, ankündigt, und ihn informiert, dass eine jährliche Abrechnung erstellt wird. Die Vorlage des oben genannten Schreibens wird vorab der CWaPE zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 4 - § 1. In Ausführung von Artikel 33 § 3 des Erlasses wird das Verfahren für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion eines vorhandenen Budgetzählers auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner eines Betrags schuldigen Kunden wie folgt festgelegt:

a) Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des in Art. 33 § 1 des Erlasses erwähnten Antrags sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zu, in dem:

1° das Datum und die ungefähre Uhrzeit für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion angegeben werden;

2° die Verpflichtung erwähnt wird, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb einer Frist von 30 Tagen ab dem Versand des unter a) genannten Schreibens zu installieren;

3° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um den Tag bzw. die Uhrzeit der Installierung ggf. zu ändern, unter Beachtung der unter Punkt 2 angegebenen Frist;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass sein Stromversorger benachrichtigt wird, wenn die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde nicht reagiert, wobei die Stromversorgung bis zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und Speisung des Aufladesystems aufgehoben werden kann;

b) wenn die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion des Budgetzählers nicht am ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil der Kunde nicht reagiert, sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, wobei er die verschiedenen Kontakte, die im Rahmen des vorliegenden Artikels aufgenommen wurden, erwähnt. Der Netzbetreiber richtet eine Abschrift dieses Schreibens an den Stromversorger des Kunden.

§ 2. Wenn der Stromversorger die Aufhebung der Stromlieferung beantragt, sendet der Netzbetreiber dem Kunden ein Einschreiben. Dieses Einschreiben bescheinigt die ausdrückliche Weigerung des Kunden, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, präzisiert das Datum und die Uhrzeit der Einstellung der Elektrizitätslieferung, sowie die Möglichkeit, wie der Kunde seine Schulden begleichen und dies innerhalb einer Frist von fünf Werktagen seinem Anbieter nachweisen kann, um eine Einstellung der Lieferung zu vermeiden. Die Einstellung der Elektrizitätslieferung darf nicht vor einer Frist von fünfzehn Werktagen ab dem Versand des Einschreibens stattfinden.

§ 3. Das Verfahren für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, sowie darin inbegriffen, der Antrag auf Einstellung der Elektrizitätslieferung wird aufgehoben, falls der Kunde nachweist, dass er die gesamte geschuldete Summe innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum des Einschreibens beim Stromversorger begleicht. Diese Rückzahlung wird dem Netzbetreiber durch den Stromversorger innerhalb von 10 Werktagen ab dem Datum des Einschreibens bestätigt. Der Betreiber des Verteilernetzes storniert das Verfahren für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion des Budgetzählers.

Eine Kopie des Einschreibens wird an die öffentliche Fürsorgeeinrichtung und an den Stromversorger des Kunden geschickt.

§ 4. Sollte das vorgesehene Datum für die Einstellung der Elektrizitätslieferung dadurch überschritten werden, übernimmt der Betreiber des Verteilernetzes die Lieferung an den Kunden bis zum tatsächlichen Datum der Einstellung der Lieferung.

Art. 5 - Der Ministerialerlass vom 23. Juni 2006, der die Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Elektrizität und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bestimmt, wird aufgehoben.

Art. 6 - Die vorliegende Verordnung tritt am 15. Juni 2008 in Kraft.

Namur, den 3. März 2008

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 878

[2008/200849]

3 MAART 2008. — Ministerieel besluit tot bepaling van de procedures tot plaatsing van een budgetmeter voor elektriciteit en activering van de voorafbetalingsfunctie en tot intrekking van het besluit van 23 juni 2006

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 34, 1^o, b);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 31, § 5 en 33, § 3;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van de procedures voor de plaatsing van een budgetmeter voor elektriciteit en activering van de voorafbetalingsfunctie;

Gelet op het advies van de Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 25 oktober 2007;

Gelet op het advies van de CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 van 3 december 2007;

Gelet op het aanvullend advies van de CWaPE CD-8b25-CWaPE-179 van 22 februari 2008;

Gelet op advies 43.981/4 van de Raad van State van 21 januari 2008 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Voorliggend besluit zet Richtlijn 2003/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 houdende de gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 96/92/EG, in het bijzonder artikel 3, conform het artikel 30, § 3 gedeeltelijk om.

Art. 2. § 1. In uitvoering van artikel 31, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, hierna "het besluit" genoemd, wordt de procedure tot plaatsing van een budgetmeter op verzoek van een leverancier, voor een van zijn klanten die in een situatie van wanbetaling verkeert, als volgt bepaald :

a) de netbeheerder stuurt de klant binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 31, § 1, van het besluit een schrijven toe :

1^o waarin gewezen wordt op de datum en het uur van de plaatsing van de budgetmeter;

2^o waarin gewezen wordt op de verplichting tot plaatsing van de budgetmeter binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van verzending van het schrijven bedoeld in punt a);

3^o waarin melding wordt gemaakt van de contactdienst voor een eventuele wijziging van de dag en het uur, met inachtneming van de termijn beoogd onder punt 2^o;

4^o waarin de afnemer erop gewezen wordt dat, als de plaatsing niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum doorgevoerd kan worden omdat hij afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, de leverancier daarvan op de hoogte zal worden gebracht en zijn voorziening opgeschort kan worden tot de plaatsing van de budgetmeter en de bevoorrading van het oplaadsysteem;

b) als de plaatsing niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum kan worden doorgevoerd omdat de klant afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, laat de netbeheerder een bericht achter om te laten weten dat hij is langs gekomen en richt hij een schrijven aan de afnemer waarin hij vaststelt dat de budgetmeter onmogelijk kon worden geplaatst, waarbij hij melding maakt van de verschillende contacten die in het kader van dit artikel zijn genomen. De netbeheerder stuurt een afschrift van dat schrijven naar de leverancier van de afnemer.

§ 2. Als de leverancier om de opschorting van de elektriciteitsvoorziening verzoekt, stuurt de netbeheerder een aangetekend schrijven naar de klant. Dit aangetekend schrijven vermeldt de expliciete weigering van de klant om een budgetmeter te laten plaatsen, de datum en het uur waarop de elektriciteitslevering wordt opgeschort en dat de klant zijn schuld kan aanzuiveren en de leverancier binnen de vijf werkdagen daarvan het bewijs kan voorleggen om de opschorting te vermijden. De opschorting van de elektriciteitsvoorziening mag pas vijftien werkdagen na verzending van het aangetekend schrijven worden doorgevoerd.

§ 3. De procedure tot plaatsing van de budgetmeter, daaronder begrepen de aanvraag tot opschorting van de elektriciteitsvoorziening wordt geannuleerd wanneer de klant binnen de vijf werkdagen te rekenen vanaf het aangetekend schrijven aantoont dat hij zijn schuld bij de leverancier volledig heeft terugbetaald. De leverancier bevestigt binnen de tien werkdagen vanaf verzending van het aangetekend schrijven de terugbetaling aan de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder annuleert de procedure tot plaatsing van de budgetmeter.

Een afschrift van het aangetekend schrijven wordt naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en naar de leverancier van de klant gestuurd.

§ 4. Bij overschrijding van de voorziene datum voor opschorting van de elektriciteitsvoorziening verzekert de distributienetbeheerder de bevoorrading van de klant tot op de werkelijke datum van de onderbreking. »

Art. 3. § 1. Bij overschrijding van de termijn voor de plaatsing van de budgetmeter, voorzien onder artikel 2, a), 2^o, deelt de distributienetbeheerder deze informatie mee aan de betreffende leverancier en bezorgt hem een verbruiksstaat in overeenstemming met de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie. De distributienetbeheerder stuurt de klant gelijktijdig een schrijven waarin hij wordt gewezen op de tijdelijke opschorting van het contract met zijn leverancier en op de bevoorrading door de distributienetbeheerder tot op de effectieve datum van de plaatsing van de budgetmeter.

Het model van voornoemd schrijven wordt vooraf ter controle en ter goedkeuring aan de CWaPE voorgelegd.

§ 2. De leverancier bezorgt de klant een factuur van "tijdelijke afsluiting" wegens opschorting van het contract als gevolg van vertraging bij de plaatsing van de budgetmeter. De distributienetbeheerder neemt tijdens de periode van opschorting van het contract tijdelijk de rol van leverancier over.

De elektriciteitslevering aan de residentiële niet-beschermde klant door de distributienetbeheerder gebeurt in overeenstemming met het tarief beoogd door het ministerieel besluit van 1 juni 2004 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit door de distributienetbeheerders aan de eindafnemers wier leveringscontract werd opgezegd door hun leverancier en die niet als residentieel beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie in de zin van artikel 20, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt kunnen worden beschouwd.

§ 3. Bij de plaatsing van de budgetmeter neemt de distributienetbeheerder de meterstand van de klant op, stuurt hem de afsluitingsfactuur en meldt de leverancier de datum waarop de budgetmeter wordt geplaatst evenals de gegevens van de meterstand, in overeenstemming met de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie.

De leverancier bezorgt de klant vervolgens een schrijven met de melding dat zijn contract in de "voorafbetalingsmodus" in dezelfde toestand als op het ogenblik van de opschorting wordt hervat en dat een regularisatiefactuur op jaarbasis wordt opgesteld. Het model van voornoemd schrijven wordt vooraf ter goedkeuring aan de CWaPE voorgelegd.

Art. 4. § 1. Ter uitvoering van artikel 33, § 3, van het besluit is de procedure tot activering van de voorafbetalingsprocedure van een bestaande budgetmeter op verzoek van een leverancier voor één van zijn klanten in wanbetaling de volgende :

a) de netbeheerder stuurt de klant binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 33, § 1, van het besluit een schrijven toe :

1° waarin gewezen wordt op de datum en het uur van de handelingen tot activering van de voorafbetalingsfunctie;

2° waarin gewezen wordt op de verplichting tot activering van de voorafbetalingsfunctie binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven bedoeld in punt a);

3° waarin melding wordt gemaakt van de contactdienst voor een eventuele wijziging van de dag en het uur, met inachtneming van de termijn beoogd onder punt 2;

4° waarin de afnemer erop gewezen wordt dat, als de activering van de voorafbetalingsfunctie niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum doorgevoerd kan worden omdat hij afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, de leverancier daarvan op de hoogte zal worden gebracht en zijn voorziening opgeschort kan worden tot de activering van de voorafbetalingsfunctie en de bevoorrading van het oplaadsysteem;

b) als de activering van de voorafbetalingsfunctie niet op de aanvankelijk bepaalde of achteraf overeengekomen datum kan worden doorgevoerd omdat de klant afwezig is of de toegang tot zijn woonplaats ontzegt, laat de netbeheerder een bericht achter om te laten weten dat hij is langs gekomen en richt hij een schrijven aan de afnemer waarin hij vaststelt dat de voorafbetalingsfunctie onmogelijk kon worden geactiveerd, waarbij hij melding maakt van de verschillende contacten die in het kader van dit artikel zijn genomen. De netbeheerder stuurt een afschrift van dat schrijven naar de leverancier van de afnemer.

§ 2. Als de leverancier om de opschorting van de elektriciteitsvoorziening verzoekt, stuurt de netbeheerder een aangetekend schrijven naar de klant. Dit aangetekend schrijven vermeldt de expliciete weigering van de klant om de voorafbetalingsfunctie te activeren, de datum en het uur waarop de elektriciteitslevering wordt opgeschort en dat de klant zijn schuld kan aanzuiveren en de leverancier binnen de vijf werkdagen daarvan het bewijs kan voorleggen om de opschorting te vermijden. De opschorting van de elektriciteitsvoorziening mag pas vijftien werkdagen na verzending van het aangetekend schrijven worden doorgevoerd.

§ 3. De procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie, daaronder begrepen de aanvraag tot opschorting van de elektriciteitsvoorziening wordt geannuleerd wanneer de klant binnen de vijf werkdagen te rekenen vanaf het aangetekend schrijven aantoont dat hij zijn schuld bij de leverancier volledig heeft terugbetaald. De leverancier bevestigt binnen de tien werkdagen vanaf verzending van het aangetekend schrijven de terugbetaling aan de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder annuleert de procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie van de budgetmeter.

Een afschrift van het aangetekend schrijven wordt naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en naar de leverancier van de klant gestuurd.

§ 4. Bij overschrijding van de voorziene datum voor opschorting van de elektriciteitsvoorziening verzekert de distributienetbeheerder de bevoorrading van de klant tot op de werkelijke datum van de onderbreking.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van de procedures voor de plaatsing van een budgetmeter voor elektriciteit en tot activering van de voorafbetalingsfunctie wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2008.

Namen, 3 maart 2008.

A. ANTOINE



MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 879 (2008/00278) (2008/00217)

[2008/200837]

20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale. — Errata

Dans l'annexe de l'arrêté susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 30 janvier 2008, à la page 5323 :

— dans le titre, la référence à l'article 5111-4, § 5, doit être remplacée par la référence à l'article 5311-1, § 5;

— la première phrase du premier alinéa doit se lire comme suit :

"Les six plafonds barémiques suivants sont appliqués :";

— au premier alinéa et à l'antépénultième alinéa, les termes :

"— Score total de 0,75 à 1;

— Score total de 1,25 à 1,50;

— Score total de 1,75 à 2;

— Score total de 2,25 à 2,50;

— Score total de 2,75 à 3;

— Score supérieur à 3",

sont remplacés par :

"— Score total de 0,75;

— Score total de 1 à 1,25;

— Score total de 1,50 à 1,75;